

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

G/PSI/W/1

20 juillet 1995

(95-2089)

Inspection avant expédition

STATUT JURIDIQUE DE L'ENTITE INDEPENDANTE PREVUE A L'ARTICLE 4 DE L'ACCORD SUR L'INSPECTION AVANT EXPEDITION

Note du Secrétariat

1. La présente note est distribuée comme suite à la demande formulée par le Conseil du commerce des marchandises à sa réunion tenue le 3 juillet 1995. Les délégations sont invitées à communiquer au Secrétariat (Division de l'accès aux marchés) toutes observations éventuelles avant le 15 septembre 1995 au plus tard, pour qu'une décision formelle puisse être prise par le Conseil du commerce des marchandises le plus tôt possible après cette date.

I. RAPPEL DES FAITS

2. L'article 4 de l'Accord sur l'inspection avant expédition dispose qu'une entité indépendante sera constituée conjointement par une organisation représentant les entités d'inspection avant expédition et une organisation représentant les exportateurs. Les Membres sont convenus que, pour le moment, ces deux organisations seraient la Fédération internationale des sociétés d'inspection (IFIA) et la Chambre de commerce internationale (CCI).

3. L'entité indépendante, y compris ses groupes spéciaux, doit bénéficier de certaines immunités pour pouvoir exercer en toute indépendance ses fonctions; en particulier, elle doit être protégée contre les actions judiciaires intentées par les parties à un examen ou par des parties tierces. Se fondant sur une note d'information du secrétariat (PC/IPL/W/8, datée du 4 octobre 1994), le Sous-Comité des questions institutionnelles, procédurales et juridiques issu du Cycle d'Uruguay, à sa réunion tenue le 7 octobre 1994, a donc demandé au secrétariat d'élaborer, en consultation avec les délégations intéressées et avec l'IFIA et la CCI, un avant-projet pour officialiser, par écrit, le statut de la CCI, de l'IFIA et de l'entité indépendante (PC/IPL/M/6, paragraphe 60). Le Conseil du commerce des marchandises, à sa première réunion tenue le 20 février 1995, a confirmé le mandat donné au Secrétariat et a demandé à ce dernier de poursuivre les consultations avec les délégations intéressées et avec l'IFIA et la CCI, en vue d'élaborer une solution aux questions du statut de l'entité indépendante et de la responsabilité juridique de cette entité, de son personnel et des membres des groupes spéciaux, à soumettre à tous les Membres de l'OMC (G/C/M/1, paragraphe 3.3). En même temps, le Conseil a pris note du fait que, tant qu'une solution n'aurait pas été trouvée à ces questions, l'entité indépendante n'existerait pas et aucun recours ne pourrait donc lui être soumis (G/C/M/1, paragraphe 3.2).

II. SOLUTION PROPOSEE

4. Lors des consultations menées par le Secrétariat avec les délégations intéressées, plusieurs solutions possibles ont été étudiées. Une seule d'entre elles a reçu un large soutien, y compris de la part de la CCI et l'IFIA. Cette solution comprendrait les éléments ci-après:

- le Conseil du commerce des marchandises établirait l'entité indépendante;
- l'entité indépendante serait basée à Genève, dans les locaux du Secrétariat de l'OMC, et son personnel ferait partie du personnel du Secrétariat de l'OMC;
- les membres des groupes spéciaux de l'entité auraient un contrat spécial semblable à celui dont bénéficient les membres des groupes spéciaux de l'OMC;
- un accord serait conclu entre l'OMC, d'une part, et la Chambre de commerce internationale (CCI) et la Fédération internationale des sociétés d'inspection (IFIA), d'autre part, pour confirmer le rôle de la CCI et de l'IFIA au regard de l'article 4 de l'Accord sur l'inspection avant expédition et pour définir leurs fonctions.

5. Suivant cette solution, la question de la responsabilité juridique de l'entité indépendante, de son personnel et des membres des groupes spéciaux serait réglée dans le cadre actuel de l'OMC. Du fait qu'elle serait établie par le Conseil du commerce des marchandises, l'entité indépendante elle-même aurait le statut d'un organe subsidiaire du Conseil et l'article VIII de l'Accord sur l'OMC lui serait applicable; de plus, basée au siège de l'OMC à Genève, elle serait régie par l'Accord de siège conclu entre l'OMC et la Suisse. Son personnel, qui ferait partie du personnel de l'OMC, serait visé par l'article VIII de l'Accord sur l'OMC. Les membres des groupes spéciaux de l'entité bénéficieraient de ce régime en vertu de leurs contrats spéciaux signés avec l'OMC. La CCI et l'IFIA seraient dissociées des procédures d'examen indépendant et n'auraient donc pas besoin d'être protégées contre les actions judiciaires intentées par les parties à un examen ou par des parties tierces.

6. L'entité indépendante ferait rapport au Conseil du commerce des marchandises suivant un calendrier à établir, par exemple au moins une fois par an, ou plus fréquemment si cela est nécessaire.

7. L'accord entre l'OMC et la CCI et l'IFIA prévoirait que la CCI et l'IFIA exerceraient les fonctions ci-après:

- aider le personnel de l'entité indépendante à rédiger l'avant-projet de règlement intérieur de l'entité et les documents connexes, et à modifier ces textes au besoin et compte tenu des résultats pratiques;
- établir et mettre à jour chaque année leurs listes d'experts respectives prévues aux alinéas i) et ii) du paragraphe b) de l'article 4 de l'Accord sur l'inspection avant expédition, et aider l'entité indépendante à établir et à mettre à jour la liste d'experts indépendants prévue au paragraphe b) iii) dudit article;
- assurer l'impression et la diffusion (à prix coûtant et contre un paiement minime) de la documentation de l'entité indépendante par l'intermédiaire de leurs organismes constituants (bureaux locaux des entités d'inspection, et chambres de commerce nationales);
- communiquer régulièrement à l'entité indépendante les opinions des organismes et personnes directement concernés sur le fonctionnement des procédures d'examen indépendant;
- informer le personnel de l'entité indépendante des faits nouveaux intervenus dans le domaine de l'inspection avant expédition.

Un projet d'accord en ce sens, qui reprend les éléments énumérés ci-dessus, figure à l'annexe I de la présente note.

III. BESOINS EN PERSONNEL

8. La CCI et l'IFIA ne pensent pas que l'entité indépendante sera appelée à traiter un grand nombre d'affaires, peut-être entre dix et 12 cas par an, ce qui nécessiterait un poste de directeur à temps partiel, secondé par un secrétaire à temps partiel. Les fonctions de directeur et de secrétaire seraient exercées, respectivement, par un administrateur et un secrétaire dans le cadre de leurs attributions. Ces personnes devraient pouvoir, chaque fois qu'une demande d'examen indépendant serait reçue, cesser toute autre activité pour se consacrer aux travaux nécessaires dans le cadre de l'entité indépendante, compte tenu du délai de huit jours imparti pour l'achèvement de l'examen. Des dispositions appropriées devraient être prises pour le remplacement du directeur ou du secrétaire en cas d'absence. Les services de traduction de l'OMC seraient aussi mis à contribution (surtout avant l'entrée en activité, de façon à ce que la documentation de l'entité indépendante soit disponible dans les trois langues de travail de l'OMC), de même que les services chargés de l'administration et des finances, en ce qui concerne les contrats des membres des groupes spéciaux de l'entité, la réception des dépôts, la répartition des coûts et le remboursement des dépôts (voir les paragraphes 10 et 11 ci-après).

IV. ASPECTS FINANCIERS

9. L'article 4 g) de l'Accord sur l'inspection avant expédition dispose que les frais liés à un examen indépendant seront répartis par le groupe spécial ou par l'expert commercial indépendant, selon les particularités de l'affaire. Les règles de gestion financière des fonds d'affectation spéciale, qui régissent les transactions financières de l'OMC, prévoient que ces fonds ne peuvent pas être engagés avant d'avoir été reçus. Ainsi, pour chaque examen indépendant, il faudra que les deux parties versent des dépôts couvrant intégralement les coûts prévus de l'affaire avant l'ouverture de la procédure, c'est-à-dire avant que la demande d'examen puisse être réputée reçue (début du délai de huit jours imparti au groupe spécial pour communiquer sa décision).

10. La procédure administrative applicable serait la suivante, compte tenu du budget figurant à l'annexe II de la présente note, qui est établi sur la base de l'hypothèse que les membres du groupe spécial n'auront pas besoin de se réunir ni d'inspecter la cargaison en cause:

- i) chaque partie déposerait sur le compte bancaire de l'OMC un montant initial de 17 500 francs suisses au total;
- ii) dès réception des deux dépôts, la Division du personnel de l'OMC recruterait le ou les membres du groupe spécial sur recommandation de l'entité indépendante;
- iii) si le (les) membre(s) du groupe spécial chargé d'une affaire particulière constate(nt) la nécessité d'un voyage (pour se rencontrer ou pour inspecter la cargaison), la Division des finances de l'OMC demanderait aux deux parties d'effectuer des dépôts supplémentaires appropriés, après réception desquels les membres du groupe spécial seraient autorisés à voyager;
- iv) une fois l'examen achevé, la Section des finances de l'OMC établirait les comptes définitifs de l'affaire (y compris la commission de 14 pour cent au titre des frais généraux prévue par les règles régissant les fonds d'affectation spéciale);
- v) la Section des finances de l'OMC rembourserait aux parties le solde non utilisé des dépôts, conformément à la répartition arrêtée par le groupe spécial ou par l'expert commercial indépendant.

V. EXAMEN

11. L'article 6 de l'Accord sur l'inspection avant expédition prévoit qu'"[à] l'expiration de la deuxième année à compter de la date d'entrée en vigueur de l'Accord sur l'OMC [soit à la fin de 1996] et, par la suite, tous les trois ans, la Conférence ministérielle examinera les dispositions, la mise en oeuvre et le fonctionnement du présent accord, en tenant compte de ses objectifs et de l'expérience de son fonctionnement. A l'issue de ces examens, la Conférence ministérielle pourra modifier les dispositions de l'Accord". Par conséquent, tout arrangement convenu au stade actuel serait applicable pendant un peu plus d'un an avant d'être réexaminé, au moment où l'Accord sur l'inspection avant expédition pourrait être lui-même, au besoin, modifié.

ANNEXE I

Accord entre l'Organisation mondiale du commerce et la Chambre de commerce internationale (CCI) et la Fédération internationale des sociétés d'inspection (IFIA) concernant la mise en oeuvre de l'article 4 de l'Accord de l'OMC sur l'inspection avant expédition

PROJET

S'agissant de la mise en oeuvre de l'article 4 (Procédures d'examen indépendant) de l'Accord sur l'inspection avant expédition (ci-après dénommé l'"Accord"), il est convenu ce qui suit:

- les organisations mentionnées à l'article 4 a) de l'Accord seront les suivantes:
 - l'organisation représentant les entités d'inspection avant expédition aux fins de l'Accord sera la Fédération internationale des sociétés d'inspection (IFIA), et
 - l'organisation représentant les exportateurs aux fins de l'Accord sera la Chambre de commerce internationale (CCI);
- dans l'exercice de leurs fonctions relatives à l'établissement et au fonctionnement de l'entité indépendante conformément aux dispositions de l'article 4 de l'Accord, la CCI et l'IFIA, conjointement:
 - aideront l'entité indépendante, établie par le Conseil du commerce des marchandises de l'OMC, à élaborer l'avant-projet de son règlement intérieur et les documents connexes, et à modifier ces textes au besoin et compte tenu des résultats pratiques;
 - établiront et mettront à jour chaque année leurs listes d'experts respectives prévues aux alinéas i) et ii) du paragraphe b) de l'article 4 de l'Accord, et aideront l'entité indépendante à établir et à mettre à jour la liste d'experts indépendants prévue au paragraphe b) iii) dudit article;
 - assureront l'impression des documents de l'entité indépendante et les mettront à disposition aux points d'information se trouvant dans les bureaux d'inspection avant expédition conformément au paragraphe 7 de l'article 2 de l'Accord, étant entendu qu'un paiement minime pourra être demandé pour cette documentation, uniquement en vue de couvrir les coûts encourus;
 - communiqueront chaque année à l'entité indépendante les opinions de leurs organismes constituants sur le fonctionnement des procédures d'examen indépendant;
 - informeront l'entité indépendante des faits nouveaux intervenus dans le domaine de l'inspection avant expédition;
 - s'acquitteront de toutes autres tâches qui pourraient être décidées d'un commun accord par l'OMC, la CCI et l'IFIA;
- tous ces arrangements seront réexaminés à la fin de 1996, lors du premier examen périodique des dispositions, de la mise en oeuvre et du fonctionnement de l'Accord, auquel procédera la Conférence ministérielle de l'OMC conformément aux dispositions de l'article 6 de l'Accord.

ANNEXE II

Projet de budget pour un examen indépendant

Le budget ci-après est établi pour un groupe spécial de trois personnes et huit jours ouvrables, sans réunion du groupe ni inspection des marchandises (s'il est nécessaire d'organiser une réunion ou de procéder à l'inspection, un dépôt additionnel serait calculé selon qu'il conviendrait).

		<u>Francs suisses</u>
1)	Honoraires des membres du groupe spécial (3 personnes et 8 jours: 600 FS x 3 x 8)	14 400
2)	Montants forfaitaires pour frais de communication (courrier, téléphone, télécopie)	
i)	du président ¹	500
ii)	de deux autres membres du groupe (250 FS x 2)	500
		<u>1 000</u>
	Total partiel	15 400
3)	Frais généraux de l'OMC: 14 pour cent ²	
	Total	<u>17 500</u>

¹Sur la base de deux entretiens téléphoniques avec les autres membres du groupe.

²Conformément aux règles applicables aux fonds d'affectation spéciale.